

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

L'Humanité Rouge
1,50 B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4^e ANNEE N° 143
JEUDI 13 AVRIL 1972

Comme à Saint-Brieuc, Mulhouse, Le Bourget, Nantes...

POUR NOS REVENDICATIONS IMMÉDIATES

CLASSE CONTRE CLASSE !

Ces dernières semaines, plusieurs luttes ont été déclenchées dans les usines. Les combats livrés contre les exploiters capitalistes avec une détermination magnifique par les ouvriers du « Joint Français » à Saint-Brieuc, de Girosteel au Bourget, de Creusot-Loire à Dunkerque, de Peugeot à Mulhouse..., constituent une nouvelle preuve que le prolétariat de France est profondément animé d'un esprit indomptable. Ainsi, de plus en plus nombreux sont les ouvriers qui, pour imposer leurs revendications immédiates, renouent avec de vieilles méthodes de lutte éprouvées, occupation des usines, comité de grève, piquets de grève, et qui appliquent des formes d'action de plus en plus populaires, la séquestration des patrons, l'organisation de manifestations de masse avec le soutien de la population travailleuse et d'intellectuels progressistes...

Ce type de lutte est fixé par la volonté des masses, écœurées par les pétitions, les débrayages de pure forme et les négociations-bidons. Seule la bourgeoisie peut s'en effrayer ainsi, bien entendu, que ses fidèles commis dans les rangs ouvriers : quelque effort qu'ils déploient, leur mauvaise cause est perdue d'avance : LA LUTTE DES CLASSES EST LE MOTEUR DE L'HISTOIRE, elle est indépendante de la volonté des individus ; les formes qu'elle prend reflètent le développement des contradictions de classe.

Aujourd'hui, l'aiguïsement des rapports inconciliables entre le prolétariat et la classe bourgeoise ne peut être enrayé, il est la conséquence de l'exploitation et de l'oppression inégales dont est victime notre peuple.

Pour imposer leurs justes revendications, les travailleurs appliquent de plus en plus massivement la tactique « classe contre classe ». Elle enseigne à ne pas plier devant les patrons, même lorsqu'ils menacent avec leurs lois. La classe dominante ne cède rien de bon gré. Elle n'acceptera sûrement pas de quitter la scène de l'histoire d'elle-même. Elle donne quotidiennement à l'heure actuelle de bonnes leçons à la classe ouvrière. En envoyant partout ses flics (maîtrise fasciste, gardes-mobiles, C.R.S...) contre les grévistes, elle élève la conscience révolutionnaire des masses prolétariennes, popularise la nécessité de la violence révolutionnaire contre sa violence réactionnaire.

Cependant les luttes de la classe ouvrière pour ses revendications immédiates apportent également leurs leçons par la négative :

— Certaines de ces luttes, en l'absence de grève de solidarité au moins dans la corporation, sont finalement étouffées par les directions syndicales : ainsi à l'usine Paris à Nantes après plusieurs semaines de grève. Le patronat a été encouragé par l'échec des grandes grèves qui ont été isolées et détruites, notamment par la direction confédérale de la C.G.T. (Batignolles, R.A.T.P., etc.). C'est pourquoi il est urgent que les ouvriers appliquent comme autrefois le mot d'ordre prolétarien « TOUS POUR UN » et UN POUR TOUS, QUE LES TRAVAILLEURS DECLENCHENT PARTOUT DES GREVES DE SOLIDARITE AVEC LEURS FRERES EN LUTTE !

— D'autre part, dans l'affrontement avec les capitalistes et leurs laquais, les ouvriers les plus avancés posent avec raison la nécessité de la direction politique révolutionnaire pour mener les revendications immédiates au succès mais surtout pour propager les idées révolutionnaires du prolétariat et organiser la masse des travailleurs en vue de l'assaut final contre la dictature de la bourgeoisie. Que DES MAINTENANT ces ouvriers constituent dans leur entreprise DES NOYAUX REVOLUTIONNAIRES, CLANDESTINS aux yeux du patron et de ses larbins, qu'ils rallient L'ETAT-MAJOR DE COMBAT DU PROLETARIAT, SON ORGANISATION VERITABLEMENT COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE !

VIETNAM

LA ROUTE DE LA VICTOIRE TOTALE



Les Forces Armées Populaires de Libération vietnamiennes à l'Offensive (article page 8).

L'HUMANITÉ ROUGE
APPELLE
TOUS LES ANTI - IMPÉRIALISTES
A PARTICIPER
A LA MANIFESTATION DE SOUTIEN
A LA LUTTE HÉROÏQUE
DU PEUPLE VIETNAMÏEN
SAMEDI 15 AVRIL 18 h. à la Bastille

La bataille de "L'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner!

Prenons fermement en main l'organisation du soutien financier

Nous le répétons inlassablement : il s'agit là d'une tâche politique de grande importance. Il n'y a pas de miracles et le journal de la classe ouvrière ne peut vivre que grâce au SOUTIEN DE MASSE ET PERMANENT DE TOUS LES TRAVAILLEURS, de tous les exploités.

Que les lecteurs, diffuseurs, sympathisants, militants de « L'Humanité Rouge » en prennent pleinement conscience et se lancent avec ardeur dans cette bataille. Ces derniers temps, la souscription a baissé de façon inquiétante. Que tous se sentent concernés, réfléchissent aux différentes mesures à prendre et passent résolument à l'action. Que les diffuseurs

fassent preuve d'une ferme idéologie prolétarienne en se montrant offensifs sur cette question. Trop souvent, on hésite à demander un soutien financier aux lecteurs ouvriers. Mais c'est de la vie de LEUR journal, de l'expression de LEURS idées et de LEURS luttes qu'il s'agit, et la bataille de « L'Humanité Rouge », sur tous les plans, y compris financier, ne peut être gagnée que par eux.

Lecteurs et militants doivent se mettre à la tâche immédiatement et avec enthousiasme, dans le cadre de la campagne pour faire du 1^{er} mai prochain une victoire de la classe ouvrière!

Un militant des Jeunesses « Communistes » rejoint les marxistes-léninistes

Chers Camarades,

J'ai compris après mai 1968 comme beaucoup d'intellectuels petits bourgeois qu'il fallait agir mais, considérant négativement certains aspects gauchistes du mouvement de mai, et aveuglé par l'image du P.-C.-F., « grand parti de la classe ouvrière », je m'alignai sur des positions révisionnistes : au lendemain du printemps révolutionnaire, de nombreux jeunes rejoignirent les anarcho-trotskyistes, d'autres adhèrent au P.-C.-F.-U.E.C. J.C.C., dont la ligne ambourgeoisée s'appuie notamment sur la nature de classe petite-bourgeoise des intellectuels. Mais en 1971 je découvrais que d'autres avaient pris un chemin différent : ceux-ci, militants de l'Humanité Rouge m'expliquèrent en quoi leur ligne et leur organisation sont authentiquement marxiste-léniniste. Peu à peu je compris qu'il fallait combattre mes tendances petites-

bourgeoises, intellectualistes et suivistes, appuis objectifs de la ligne des dirigeants révisionnistes du P.-C.-F.

J'ai quitté l'organisation révisionniste en février 1972, dans laquelle il est désormais impossible d'exprimer le point de vue marxiste-léniniste, pour rejoindre ceux qui depuis décembre 1967 mènent le combat révolutionnaire. L'occasion de mon départ fut la trahison par le P.-C.-F. de la lutte anticolonialiste de soutien aux fonctionnaires des DOM exilés en France. Je sais aujourd'hui que l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France est l'authentique avant-garde révolutionnaire du prolétariat français, alors que le P.-C.-F., qui garde de nombreux adhérents ouvriers, a adopté une ligne bourgeoise.

Que ceux qui sont encore dans les rangs révisionnistes rejoignent les communistes marxistes-léninistes de France!

Que les militants marxistes-léninistes pratiquent la ligne d'UNITÉ A LA BASE ET DANS L'ACTION avec ceux qui comprennent peu à peu la nature révisionniste

du P.-C.-F. ! Vive la Révolution prolétarienne!

UN MILITANT
MARXISTE-LÉNINISTE
du 93.

Que signifie passer ses vacances en Espagne ?

Sous l'exploitation capitaliste féroce que subit la classe ouvrière de France, il est naturel que celle-ci cherche, quand elle en a encore les moyens, un endroit pour se reposer, se détendre et essayer de refaire une partie des forces que le capital lui a pompées tout au long de l'année.

Certains choisissent l'Espagne en pensant que c'est un beau pays, avec beaucoup de soleil, d'immenses trésors artistiques, du folklore et tout cela à bon marché. Vu sous l'angle touristique, cela est vrai, mais comment en est-il sous l'angle politique — que représente le tourisme pour le peuple espagnol qui lutte depuis plus de trente ans contre le fascisme ? Ce que ne disent pas les agences touristiques, la paix n'existe pas pour le peuple espagnol, sous le fascisme il ne peut y avoir de paix sociale. Depuis 1939, le peuple espagnol mène une guerre de libération ininterrompue contre le fascisme et contre l'impérialisme U.S.

Rien que depuis 1960, 20 000 Espagnols sont passés devant les tribunaux fascistes, ce qui fait un toutes les cinq heures ; plusieurs condamnations à mort ont été prononcées.

En décidant de te rendre en Espagne, peut-être as-tu pensé que tes devises allaient aider le peuple espagnol ?

Mais là comme ailleurs, le tourisme est une industrie comme une autre et comme toute industrie, en régime capitaliste ou fasciste, elle est entre les mains d'une poignée de réactionnaires et de profiteurs, l'oligarchie financière et des grands propriétaires qui implantent le fascisme en Espagne pour maintenir par le terrorisme leurs privilèges, développent les constructions modernes pour le tourisme, en laissant la classe ouvrière et les masses laborieuses vivre dans des taudis.

Cette oligarchie contre laquelle lutte clairement le peuple espagnol (grèves importantes, mines des Asturies, constructions métalliques, assurances, enseignement, etc.) reçoit une grande aide du tourisme. En 1969, le tourisme a rapporté à cette poignée de bandits 1 288,50 millions de dollars.

En allant passer tes vacances en Espagne, tu sabotes la juste lutte du peuple contre l'impérialisme et le fascisme.

Le peuple espagnol est un peuple hospitalier qui aime recevoir ses amis, n'en deviens pas un ennemi en aidant ses oppresseurs, attends que ce peuple soit libre, tu seras alors le bienvenu.

(Extrait d'un fascicule du F.R.A.P.)

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maoïste-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste Nom et adresse (facultatifs)
— chèque bancaire
— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source Date :

LE MOUVEMENT « MAOÏSTE » EN FRANCE

de Patrick KESSEL

Ce travail d'un grand intérêt retrace l'histoire de la rupture entre le marxisme-léniniste et le révisionnisme moderne en France, il rappelle les luttes acharnées que durant mener les militants fidèles au drapeau rouge du prolétariat pour recréer un parti authentiquement communiste le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

Nous recommandons vivement à nos lecteurs la lecture de cet ouvrage qui est un recueil de textes permettant la confrontation entre la ligne prolétarienne des marxistes-léninistes de France et celle de l'organisation étudiante : U.J.C.M.L.

Patrick Kessel

Le mouvement « maoïste » en France. 1



10 18

Par notre Intermédiaire. Prix 10 F (ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port).

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Francs
Supplément à brochures Contre la trahison des syndicaux, un Jeune ouvrier des Ponts et Chaussées	3
Circle Staline	5
Un jeune chômeur	26
Un étudiant	10
Des communistes marxistes-léninistes italiens	1
Un fonctionnaire marxiste-léniniste	300
M. A.	20
Soutien au juste combat idéologique et politique de H.R.	3
G. M. Supplément à commande de brochures pour soutien à H.R.	10
Pour le triomphe des idées marxistes-léninistes	20
Vive la juste lutte des ouvriers de Girostaël-Léon	40
Un travailleur resté stalinien	10
Anonyme	3
Soutien à H.R. - Versement trimestriel	1
Collecte meeting H.R.	50
Soutien permanent H.R. R. L. (avril)	100
Anonyme	30
F.N.L. vaincra ! Léon	17,50
Un sympathisant, V.	5
Le Comité de rédaction de l'Humanité-Rouge	10
Soutien permanent, Jacques le Germain	285
Circle Oulianov	20
D'anciens réalistes	56
Versement d'avril	25
Souscription de masses	
Comité de quartier :	
Un cheminot retraité	1
Une sympathisante	10
Un ouvrier métallo	1,50
Soutien mensuel à H.R. un lecteur	50
A. V. - P. Overney n'est pas mort pour rien	6
Des travailleurs des P.T.T.	4
Un cheminot VB	1
Une employée de Mutuelle	1
Un employé Wagons-lits	1
Le marxisme-léninisme triomphera	28,75
Pour la défense de l'H.R.	133
Circle Cdt Bourgat	50
A. R. Soutien à notre presse	1,40
Total de la semaine	1 339,75
Total précédent	179 443,68
Total général déjà utilisé pour le règlement de H.R.	180 782,83

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 15 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	15 F	25 F	50 F
Adresse	6 mois	30 F	50 F	100 F
	1 an	75 F	110 F	150 F
	Etranger :			
	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226 72 La Source ou par timbres.

Classe contre classe dans les entreprises

POURQUOI NOTRE MOT D'ORDRE "DU TRAVAIL POUR TOUS!"

Le développement de la crise du capitalisme accentue la contradiction entre les exploités et les exploités. Chaque jour, la bourgeoisie capitaliste opprime un peu plus la classe ouvrière dans ses conditions de vie et de travail.

Les hausses des prix successives, auxquelles viennent s'ajouter celles de ce mois d'avril, plus 9 centimes par litre de lait, plus 3,8 % sur les transports marchandises S.N.C.F. et autant sur les transports routiers, diminuent sans cesse le pouvoir d'achat des masses laborieuses. D'ailleurs, l'I.N.S.E.E. reconnaît une hausse de 0,6 % pour le mois de février.

Et pendant ce même temps, le capitalisme exploiteur accélère les cadences sur les lieux de travail, prononce de plus en plus de licenciements et augmente ainsi l'armée de réserve des sans-travail.

« C'est ainsi que le surmenage des uns détermine le chômage des autres... » (Frédéric Engels dans « Socialisme scientifique »).

Dans cette situation de crise, les dirigeants opportunistes de tout poil — révisionnistes et réformistes — colportent dans les rangs de la classe ouvrière des mots d'ordre utopiques, pour servir leurs maîtres capitalistes et maintenir le système d'exploitation de l'homme par l'homme.

N'avons-nous pas lu dans des tracts syndicaux ou « politiques », dans les journaux bourgeois, y compris l'Humanité blanche, ou entendu ces mots d'ordre mystificateurs : « Sécurité de l'emploi », « garanti de l'emploi », « plein emploi ».

Ainsi les commis ouvriers de la classe des capitalistes infiltrés dans le mouvement ouvrier s'emploient à tromper les militants de base, voudraient nous faire prendre des vessies pour des lanternes et oublier la lutte des classes.

La toute petite question qui vient à l'esprit pour déterminer si ces mots d'ordre ont un contenu qui sert les intérêts immédiats de la classe ouvrière, c'est de savoir qui est PROPRIETAIRE DES MOYENS DE PRODUCTION dans notre société.

Bien entendu, pour la classe ouvrière la réponse est limpide comme de l'eau de roche, CE SONT LES PATRONS, autrement dit le CAPITALISME MONOPOLISTE qui ne peut vivre qu'en suçant le sang des travailleurs, à la recherche du profit maximum. Il subordonne son appareil d'Etat avec sa police, sa justice, son armée qui réprime avec violence la classe ouvrière dès que celle-ci résiste au capital par la GREVE AVEC OCCUPATION. Il jette les travailleurs à la rue, en prison, assassine à la porte des usines et organise des bandes armées fascistes à l'intérieur et à l'extérieur des usines.

Et ce n'est pas non plus l'accord sur la sécurité de l'emploi signé le 10 février 1969 par les dirigeants révisionnistes et réformistes, — qui n'est qu'une intégration au système capitaliste —, qui règle les problèmes immédiats de la classe ouvrière. Celui-ci a fait ses preuves par le négatif et nous l'avions dit en son temps ; il ne pouvait en être autrement puisqu'il préconisait seulement sous quelles formes seraient jetés à la rue les travailleurs, un peu plus tôt, un peu plus tard. Le nombre de chômeurs n'a d'ailleurs pas diminué et aujourd'hui il est bien plus élevé qu'à cette époque.

Ainsi les bonzes révisionnistes et réformistes ne font que trahir les intérêts de la classe ouvrière, tentent de semer des illusions pour le plus grand profit du capital et de sa classe.

Alors dans l'immédiat, quel est le mot d'ordre unificateur des revendications des ouvriers occupés et des ouvriers sans-travail ?

Pour les uns, les ouvriers occupés, ils ont à lutter contre les licenciements que prononce chaque jour le capital au nom de la décentralisation, de la concentration, de la fusion, de la restructuration, des « mesures économiques » dans le cadre du Marché commun pour des « prix compétitifs », etc.

Pour les chômeurs, ce qu'ils veulent avant tout C'EST DU TRAVAIL pour manger un peu plus à leur faim et pour faire vivre très modestement leur famille.

Pour les ouvriers occupés, comme pour les ouvriers sans-travail, leur lutte passe par la lutte CLASSE contre CLASSE pour l'application immédiate des 40 heures sans diminution de salaire, pour la retraite immédiate à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes. Et le mot d'ordre unificateur des uns comme des autres pour leurs intérêts immédiats c'est du TRAVAIL POUR TOUS, et non les mots d'ordre creux des bonzes intégrés dans la société capitaliste.

Mais il est clair que tant que subsiste l'Etat capitaliste, les revendications arrachées par la classe ouvrière seront sans cesse remises en cause par le capital. La garantie effective des intérêts de la classe ouvrière est en définitive de briser, démolir la machine d'Etat toute faite et d'instaurer la dictature du prolétariat.

TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS CONTRE LE CAPITAL !
Luc DACIER.

COMMANDEZ

Que signifie classe contre classe ?

(0,50 F)

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

Recticel-France (Langeac) :

UNITE ET SOLIDARITE, DEUX ATOUTS DE LA CLASSE OUVRIERE

Après huit jours et demi de grève, les ouvriers de Recticel à Langeac ont repris le boulot.

Ils se battaient pour :

- L'alignement des salaires sur les autres établissements de l'usine ;
- Pas de salaires à moins de 1 000 francs (voir H.R. n° 142) car ils avaient décidé qu'il n'était plus possible d'accepter de vivre avec 750 francs par mois pour 44 heures de travail !

Qu'ont-ils obtenu ?

- 20 centimes d'augmentation au 1^{er} avril ;
- 10 centimes en juin ;
- 10 centimes en octobre.

C'est loin de l'augmentation demandée. Mais faut-il pourtant en conclure que la grève a été négative ? Non ! loin de là !

Son seul aspect négatif est que les ouvriers n'ont pu obtenir l'entière satisfaction de leurs revendications.

Par contre :

Tous unis à la base et dans l'action, les travailleurs ont su prouver leur force et déjouer les manœuvres de la direction qui fit voter les cadres et les jaunes pour briser le mouvement.

Devant cette démonstration d'unité, la bourgeoisie locale a été prise de panique et a fait pression sur la direction pour qu'elle lâche un minimum — les 40 centimes —

car l'exemple de cette lutte inquiétait tous les patrons. La direction qui espérait que la grève pourrait et que l'unité des travailleurs ne pourrait se faire, a dû déchanter et céder du terrain.

Par ailleurs, la grève a été suivie et soutenue par la majorité des travailleurs de Langeac ; c'est là aussi un grand pas de fait dans la voie de l'unité.

Enfin, les faux amis des travailleurs ont été largement démasqués. Ainsi le maire soi-disant « socialiste » de Langeac qui, en refusant de prendre position pour les grévistes, s'est rangé aux yeux de tous dans le camp des exploités.

Ainsi les dirigeants du P.« C. » F., plus préoccupés d'augmenter le nombre de leurs fauteuils aux prochaines élections que de soutenir les travailleurs de Recticel en lutte.

Les militants de l'Humanité Rouge, quant à eux, se sont rangés résolument et inconditionnellement aux côtés des grévistes ; par des tracts, des affiches collées aux principaux points de passage de la ville, des collectes de solidarité, ils ont appelé au soutien actif, politique et matériel des ouvriers en lutte.

Tous unis dans la lutte résolue CLASSE CONTRE CLASSE, les ouvriers auront un jour raison de tous les exploités.

Correspondant H.R.

Entreprise moderne de travaux publics et routiers :

LE PATRON EST UN VOLEUR ET UN BUVEUR DE SANG

— 9 heures par jour, les ouvriers européens et immigrés font un travail exténuant pour un salaire de misère : les plus anciens arrivent à se faire 900 à 1 000 F par mois.

— Les conditions de travail sont des pires : il y a une seule baraque de 2 m sur 4, pour une vingtaine d'ouvriers, et encore les sacs de ciment y sont entreposés en permanence.

Le matériel a plus de valeur que les hommes pour ces « Messieurs » les patrons ! Ainsi, les travailleurs doivent-ils manger par terre (ou dans des cafés quand il pleut, ce qui n'est pas gratuit...) et se changer dehors.

— La prime de transport est dérisoire. Certains ouvriers ont de trois à quatre heures de trajet par jour.

— Les salaires mensuels permettent au patron de magouiller les primes de pistolet : 80 à 90 F par mois, alors que la prime est de 32 % en plus du salaire horaire.

— Sur le chantier, pas de trousse de premiers secours, ce qui est obli-

gatoire : si un accident arrive à l'un des ouvriers, qu'il se démerde !

— Pour défendre leurs droits, les travailleurs avaient formé un syndicat : les deux délégués ont été sanctionnés dont un licencié...

QUE LE PATRON ET SON VALET LECHE-CUL LUCIEN PRENNENT GARDE !

LES OUVRIERS EN ONT ASSEZ ! Ils exigent immédiatement :

— Une baraque de chantier où ils puissent se changer et prendre leur repas à l'abri ;

— La prime de pistolet qui leur est due (32 %) ;

— L'augmentation de la prime de transport ;

— Une infirmerie de chantier pour les premiers soins.

Les ouvriers UNIS A LA BASE ET DANS L'ACTION sauront FAIRE RESPECTER LEURS DROITS.

Le temps du bon plaisir des patrons et de leurs chiens de garde est révolu ! Le temps des règlements de compte approche !

Comité révolutionnaire de lutte travailleurs français-immigrés.

Entreprise Ray & Tremblay (Montpellier) :

130 ouvriers occupent l'usine

130 ouvriers, employés, techniciens viennent de recevoir une lettre de licenciement à l'entreprise Ray et Tremblay de Montpellier. Cette entreprise métallurgique travaillait principalement en direction des services publics (litterie, ameublement métallique). Elle fournissait du mobilier aux hôpitaux, à l'armée et à divers services administratifs.

Tout dernièrement, M. Dechartre, secrétaire d'Etat, lors d'une visite à Montpellier, s'était engagé à intervenir pour que des commandes importantes soient signées afin de permettre la marche normale de l'entreprise.

A l'annonce de la fermeture de leur entreprise, les travailleurs ont manifesté dans la ville à l'appel de leurs organisations syndicales.

Jeudi 30 mars, une assemblée générale s'est tenue au cours de laquelle la décision d'occuper l'usine de Montpellier a

été votée à l'unanimité moins quatre abstentions.

A l'heure où nous transmettons ce communiqué, un groupe d'ouvriers s'est installé dans les locaux et un roulement a été établi pour assurer en permanence l'occupation.

Il semble pourtant, d'ores et déjà, qu'une manœuvre se dessine. Elle consiste à faire traîner des discussions, qualifiées de « table ronde » entre dirigeants syndicaux, patrons et préfecture.

Tout se passe comme si le « pourrissement » de l'affaire était décidé, aucun mot d'ordre de grève de solidarité n'ayant été lancé. La seule réaction de la C.G.T. a été d'appeler à un « soutien » (financier) aux travailleurs de Ray et Tremblay. Le syndicat des P.T.T. a appelé à un « soutien moral et matériel ».

Popularisons cette juste lutte et développons la solidarité !

Agence Ouvrière d'Information.

Pour les salaires, les conditions de travail, contre les licenciements et le chômage :



Assemblée générale des travailleurs du Joint.

OCCUPATION DES USINES ! SEQUESTREMENT DES PATRONS ! RIPOSTE AUX FLICS !

GIROSTEEL (LE BOURGET)

MENER NOTRE GREVE JUSQU'A LA VICTOIRE

La grève menée par les travailleurs de Girosteel depuis le 8 février est encore plus ferme qu'au premier jour. Les métallos en grève sont résolus à lutter jusqu'à la satisfaction de leurs revendications et faire mettre à genoux ce jeune « loup ». D'ailleurs, ce jeune buveur de sang a déjà reculé devant la détermination unie des grévistes ; il a abandonné la « faute grave » qu'il avait prononcée contre 34 grévistes pris sur le nombre.

Malgré le mur du silence fait par la bourgeoisie réactionnaire, le combat des métallos grévistes qui se poursuit depuis dix semaines reçoit l'appui des masses populaires de la région parisienne. En popularisant et en appelant à la solidarité, la C.F.D.T., principalement sur les lieux de travail, les militants de l'Humanité Rouge et d'autres organisations sur les lieux d'exploitation et sur la voie publique, à ce jour, chaque gréviste a reçu la somme de 1 760 francs pour mener ce juste combat de classe.

Ce soutien politique et matériel galvanise les grévistes pour mener leur action jusqu'au bout.

Dans cette entreprise de laminage à froid — soutenue par le syndicat patronal, et située 6 rue de Verdun, Le Bourget, en Seine-Saint-Denis — qui exploite environ 200 salariés, qui sont en majorité des travailleurs nord-africains occupés dans les ateliers de production, le racisme à l'embauche règne depuis que ces travailleurs se sont organisés syndicalement. L'embauche est refusée systématiquement à tout travailleur originaire d'Afrique.

D'autre part, la direction n'a jamais voulu reconnaître les délégués du personnel et la section syndicale C.F.D.T. et il a fallu une intervention en justice. Depuis, des élections ont eu lieu, 11 délégués du personnel C.F.D.T. ont été élus en 1971, mais ceux-ci n'ont pas le droit de prendre leur temps de délégation, ni de circuler dans les ateliers comme le prévoit la loi du 16 avril 1946. Pas de local, pas d'armoire pour ranger les papiers et documents nécessaires au fonctionnement de la section syndicale.

Dans les ateliers, les conditions de travail sont lamentables. Les accidents y sont nombreux et certains ouvriers ont été victimes de maladie des poumons suite aux vapeurs d'acide des bains de galvanisation.

C'est à la suite d'une sanction de mise à pied d'un ouvrier français, pour être arrivé en retard suite à un décès dans sa famille, qui s'est

transformée aussitôt en licenciement en date du 7 février, que les ouvriers de la production ont décidé de se mettre en grève illimitée le 8 février pour les revendications suivantes :

- 1 franc de l'heure pour tous les ouvriers ;
- 150 francs uniformes pour les employés et techniciens ;
- Aucune discrimination raciale à l'embauche ;
- Liberté d'exercice des activités syndicales ;
- Licenciement du chef du personnel (ancien militaire).

Pendant la première semaine, la direction refuse de recevoir le comité de grève élu par l'ensemble des grévistes et utilise un groupe de la « maîtrise » au montage de barricades dans les ateliers et soudure des portes pour en interdire l'entrée aux grévistes. Des « cadres » sont utilisés pour faire tourner quelques machines (résultats : trois jours en panne !).

Le 14 février, le comité de grève décide de convoquer une assemblée générale. Au cours de celle-ci, la décision d'occuper l'usine est prise à une très large majorité. La direction tente de diviser les grévistes avec l'aide d'un commando de la « maîtrise ». Ce petit commando tente alors de provoquer des incidents en frappant et en crachant sur des grévistes et subit un échec. Pendant ce temps, la police en civil tourne autour de l'usine.

Le 18 février, vers 17 heures, une nouvelle provocation est mise en échec. Le piquet de grève découvre un revolver de calibre 7,65 mm avec un chargeur, 50 cartouches, et une paire de jumelles dans une musette que venait de lui remettre un agent de maîtrise, destinée à un des trois membres du groupe de sécurité désigné par la direction, qui se trouvait à l'intérieur de l'usine. La veille de cette opération, un groupe de C.D.R. a menacé les grévistes.

Tous ces agents provocateurs ont rapidement été expulsés de l'usine par les grévistes.

Après ces échecs, ce sont 200 policiers en tenue de combat qui investissent l'usine le 29 février à 6 heures du matin et expulsent les grévistes.

A la septième semaine de grève, malgré l'expulsion, l'utilisation de la « maîtrise » et de nouveaux embauchés, la production n'atteint que 10 % de la normale ; malgré les pressions individuelles, telles que propositions de fric au moment de la remise du bulletin de présence

pour les allocations familiales, la lutte se poursuit pour l'annulation totale de tous les licenciements et pour les revendications. La direction a déjà fait un premier recul devant notre forte détermination de vaincre. Les 34 licenciements prononcés dont la totalité des délégués du personnel sont ramenés à 14 dont 7 délégués.

C'est une première victoire sur l'ennemi de classe et nous poursuivons notre lutte jusqu'à la victoire complète.

Le Cercle Balagne, répondant à l'appel de l'H.R. pour la solidarité avec les ouvriers de Girosteel a collecté la somme de : 354,60 F.

Soutien à Girosteel :	
PUTEAUX	
« Les Bergères »	111,36 F
COLOMBES	98,90 F

JOINT-FRANÇAIS (Saint-Brieuc) :

« C.G.E. exploiteur, la classe ouvrière aura raison de toi »

« Le Joint Français » à Saint-Brieuc, une « usine pirate » comme l'appellent les gens de là-bas, est une filiale du groupe C.G.E.

La direction y fait travailler un personnel jeune et pour l'essentiel composé de femmes auquel elle verse des salaires de 30 à 40 % inférieurs à ceux de l'usine de Bezons dans la région parisienne (moins de 650 F par mois). Cela dure depuis dix ans et la direction comptait bien que ça continue, mais les ouvriers ne l'ont pas entendu de cette oreille. Et le 13 mars, ils déclaraient la grève illimitée avec occupation de l'usine. Leur revendication numéro un : 70 centimes d'augmentation horaire pour tous.

VIOLENCE REACTIONNAIRE

Prise de panique devant la détermination des ouvriers, la direction fit appel à ses serviteurs : les gardes-mobiles qui, le 17 mars, faisaient évacuer l'usine et l'occupaient.

Le 20 mars, la direction essayait de faire rentrer quelques jaunes et certains cadres sous la protection de la police. Les ouvriers s'opposèrent à cette manœuvre et la firent échouer à la suite de quelques échanges de coups.

Le 6 avril, une centaine d'ouvriers du « Joint Français » se sont ren-



effectué de nombreuses charges contre les ouvriers regroupés autour de l'usine. Une ouvrière a été blessée.

De nouveaux renforts de C.R.S. arrivent à Saint-Brieuc.

RIPOSTE OUVRIERE

Le 5 avril, des négociations se déroulaient dans les locaux de la direction départementale de la main-d'œuvre. Une centaine d'ouvriers attendaient les résultats des discussions. Réponse : la direction n'accorde que 17 centimes. Aussitôt, les ouvriers pénètrent dans la salle des négociations et y tinrent sous bonne garde les trois directeurs durant toute la nuit.

Au matin, une centaine de gardes-mobiles arrivent.

Les ouvriers crèvent les pneus d'un car qui devait servir à évacuer ces messieurs de la direction. Il faudra cent C.R.S. de plus pour qu'ils partent.

FRONT UNIQUE PROLETARIEN

Les ouvriers en grève de l'usine Paris à Nantes ont manifesté leur soutien à leurs frères de classe de Saint-Brieuc. Une fête de soutien s'est tenue à Saint-Brieuc avec leurs représentants.

Le 6 avril, une centaine d'ouvriers du « Joint Français » se sont ren-

du à l'usine Chaffoteaux pour obtenir le soutien des ouvriers de l'usine. Ceux-ci ont débrayé et sont partis en manifestation avec les ouvriers du « Joint » jusqu'à la préfecture.

Le 7 avril, de nombreux débrayages de soutien ont eu lieu dans les usines de Saint-Brieuc et de la région. Un meeting réunissant plusieurs milliers d'ouvriers s'est tenu dans la ville.

SOUTIEN POPULAIRE

La population laborieuse de Saint-Brieuc manifeste son soutien de multiples façons. Des paysans ont apporté leur soutien aux grévistes et leur ont distribué : une tonne de pommes de terre, 200 litres de lait, 500 kg de carottes, des choux-fleurs et 40 kg de beurre.

Un nouvel exemple de l'unité de lutte qui se renforce entre ouvriers et paysans travailleurs.

La lutte des ouvriers de Saint-Brieuc, parmi d'autres, montre que quelque chose est en train de naître et de se développer : les ouvriers forgent leur unité de classe dans la lutte résolue contre les exploitateurs, et déjà l'union des masses laborieuses se cimenter autour des luttes ouvrières.

Ce sont-là des faits riches de promesses.

USINE PARIS (Nantes) :

Cinglant échec des provocations patronales

La septième semaine de grève commence à l'usine J. Paris de Nantes. Les multiples provocations dirigées contre les grévistes n'ont rien de leur détermination. Bien au contraire, elles la renforcent !

Pourtant les attaques du patronat, de ses flics et de ses larbins de tous poils se font incessantes ; qu'on en juge :

— Deux ouvriers « maoïstes » ont été licenciés pour leur participation active à la grève. (Déjà licenciés en octobre 70, ils avaient été réintégrés sous la pression des ouvriers.)

— A l'initiative de la direction, des poursuites ont été engagées contre les ouvriers « pour faits de grève ».

— Les jaunes se rendent chez les femmes des grévistes pour tenter de les intimider en les menaçant.

— Un ouvrier gréviste a été agressé par un commando d'une demi-douzaine d'individus, alors qu'il rentrait chez lui en vélomoteur. Ils l'ont violemment frappé à coups de poings dans le ventre et dans les côtes. A son retour chez lui, une lettre de licenciement l'attendait !

La solidarité dépasse maintenant le cadre de la ville : le 31 mars, des délégations de grévistes sont allées faire des collectes aux portes des usines de Saint-Nazaire et du Mans. Le refus des responsables syndicaux de participer à l'organisation de la collecte a provoqué de très vifs débats. Malgré cela 1 800 000 AF ont été collectés dans cette seule journée !

Une autre délégation des grévistes était présente au gala de solidarité organisé à Saint-Brieuc par les grévistes du Joint Français. Six d'entre eux ont expliqué leurs revendications et leur lutte à l'ensemble des travailleurs présents ainsi que leur regret de ne pas avoir reçu le soutien nécessaire de la part des directions syndicales CGT et CFDT.



Meeting des grévistes de Paris devant l'usine occupée par les flics.

Les dirigeants syndicaux, enfin, multiplient les manœuvres démobilisatrices en affirmant que les positions patronales et syndicales se sont rapprochées, alors que l'une des principales revendications — l'augmentation uniforme — a été mise sous le boisseau et que deux grévistes ont été licenciés !

Mais, massivement, le peuple de la ville se range dans le camp des grévistes en lutte contre les exploitateurs.

Des affiches racontant les provo-

face aux agressions répétées des CRS et des jaunes. Cette dernière constatation a été accueillie par les applaudissements des 500 travailleurs présents.

Enfin, c'est à l'unanimité que les ouvriers grévistes ont décidé de lancer un appel à une manifestation de solidarité à tous les ouvriers de la métallurgie nantaise ainsi qu'à tous les travailleurs et progressistes de la ville.

Solidarité aux grévistes de l'usine Paris !

Parmi les luttes de la semaine

CYCLES PEUGEOT à Baulieu-Mandeure (Doubs)

Le jeudi 30 mars, 120 ouvriers des chaînes de montage des usines de cycles Peugeot se mettent en grève contre l'accélération des cadences, pour de meilleures conditions de travail et pour l'augmentation des salaires.

Vendredi 31 mars des ouvriers de l'atelier montage-vélo (côté Baulieu) débrayent. A 14 h 30 un meeting rassemble 300 grévistes. La direction C.G.T. tente de démobiliser les grévistes : « Les salaires, ça concerne toute l'usine et vous n'êtes que 300. Il y en a qui ont des femmes et des gosses, il faut que vous ayez le sens des responsabilités ». La C.F.D.T. déclare : « Nous, on vous laisse libre et on vous soutient à 100 % ». Un vote a lieu à main levée ; une seule main pour la reprise.

Le mardi 4 avril à l'atelier montage-cycle des chefs tentent de remettre en route trois chaînes en recrutant quelques ouvriers sous contrat. Au bout d'une heure et demie les chaînes s'arrêtent après les explications calmes mais fermes des grévistes.

Des débrayages se produisent le jour suivant dans plusieurs ateliers. Les cadres font des pressions : « si vous débrayez vous serez licenciés ». La lutte continue, une consultation doit avoir lieu lundi 10 avril.

USINE SAMEY à Millau

140 ouvriers de cette usine de confection sont en grève depuis le 25 mars, contre les cadences et la discipline, pour une augmentation de salaire, l'organisation d'élections de délégués du personnel et pour l'application de la Convention Collective Nationale.

La direction envoie deux lettres de licenciements.

Les ouvriers ripostent et décident le 6 avril, d'occuper l'entreprise pour la satisfaction de leurs revendications et l'annulation des mesures de licenciement.

FABRIQUE DE CHAUSSURES OURS à La Souveraine (Creuse)

Les 130 ouvriers qui occupent l'usine depuis le 9 mars ont été évacués. Ils font l'objet d'un licenciement collectif pour « raisons économiques ».

Non aux licenciements ! Non au chômage produit du capital !

HOPITAL HENRI MOURIER à Ciarmat (Hauts-de-Seine)

Depuis 15 jours, les brancardiers sont en grève pour de meilleures conditions de travail. Ils s'opposent à l'allongement de la journée de travail de la direction les 2 x 12 et veulent le maintien des 3 x 8.

Syndicats ou compagnie d'assurance?

Cela se passe il y a sept ans déjà : cela montre que la trahison de la C.G.T. ne date pas d'hier.

Elles sont trente O.S. à travailler par 6^e dans l'atelier. La chaudière est cassée ! Les ouvrières veulent s'organiser pour lutter, mais il n'y a pas de syndicat dans l'usine. Quelques-unes vont directement à l'union locale et se syndiquent — elles sont une quinzaine. Etant donné que nous sommes au mois d'avril, le responsable C.G.T. de l'union locale leur fait payer tous les timbres depuis janvier.

Elles décident de monter un syndicat dans l'usine. Elles choisissent leurs déléguées. La veille des élections, le patron licencie vingt-six ouvrières sur les trente (les quatre qui restent ont trop

d'ancienneté : cela lui aurait coûté trop cher).

Désespérées, les ouvrières vont directement à l'union locale et demandent aux responsables C.G.T. d'intervenir.

Et voici la réponse qui leur a été faite : « Il n'y a pas assez longtemps que vous êtes syndiquées, on ne peut rien pour vous ».

Depuis quand un syndicat ne doit-il défendre que ses syndiqués ? On ne se syndique que si le syndicat a fait ses preuves, s'il a montré qu'il était réellement capable de défendre les ouvriers.

Le syndicat est-il une compagnie d'assurances, avec hiérarchisation, naturellement. Les cadres, payant leur timbre plus cher, auront sans doute droit à l'assurance « tous risques » ?

Correspondant H.-R.

E. D. F. :

luttons contre les licenciements

Depuis 1968, les effectifs dans les régions d'Équipement de l'E.D.F. (travaux d'études des centrales, marchés, etc.) n'ont cessé de diminuer. Ils sont passés d'environ 3 450 à 3 000.

Pour comprendre la raison de cette marche en avant vers la liquidation de ce secteur nationalisé, il faut d'abord savoir que tout le travail est fait à la fois par E.D.F. et par des entreprises privées (constructeurs, installateurs, sous-traitants, etc.).

Les capitalistes profitent de la situation actuelle de la France avec la montée rapide du chômage pour exploiter encore plus les travailleurs :

- En augmentant le rendement ;
- En payant moins cher les salaires ;
- En licenciant facilement.

Comme les travailleurs d'E.D.F. ont un « statut » et qu'ils se prêtent mal à la conjoncture actuelle, les patrons passent le travail fait par E.D.F. aux entreprises privées.

Si bien que les travailleurs de l'entreprise nationalisée subissent, comme tous les travailleurs, des aggravations dans leurs conditions de vie et de travail :

- Mutations forcées ;
- Déqualifications ;
- Mauvais déroulements de carrière.

A la suite de plusieurs tracts de la C.F.D.T. appelant le personnel de

la « Région d'Équipement Paris » à lutter :

— Contre la diminution des effectifs à l'Équipement ;

— Pour que le travail reste à l'E.D.F. ;

— Et pour que tout le personnel s'unisse.

Les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. en ont sorti un qui traite de ces problèmes. Non seulement ils n'appellent pas à la lutte mais ils concluent par cette phrase : « Il faut malgré l'échec, que nous continuions de faire la preuve que nous savons faire le travail vite et mieux que les entreprises privées. »

Ils veulent donc que les travailleurs d'E.D.F. se fassent exploiter plus que ceux des entreprises privées et qu'ils fassent les frais de la crise montante du capitalisme.

Voilà bien une politique syndicale au service des privilégiés du système.

Voilà bien où mène le révisionnisme dans le syndicat :

— A défendre les intérêts de la bourgeoisie ;

— A maintenir le peuple exploité.

Que les travailleurs s'unissent à la base pour lutter, sans se laisser influencer et tromper par une petite poignée de révisionnistes !

C'est au travers de la lutte que le peuple prend conscience de la nécessité de renverser ses exploités.

Un Camarade de l'E.D.F.

Médecine du travail : médecine de l'exploitation

C'est dans la petite succursale d'un énorme trust. On y travaille le fer : depuis les montants d'une poussette d'enfant jusqu'aux poteaux de signalisation. Ils sont vingt ouvriers dans un petit atelier, à faire du montage et de l'ajustage. Un jour, il faut descendre une perceuse de 250 kg par le monte-charge. Pour le transport, on a monté la perceuse sur deux roues au lieu de quatre. Il faut donc maintenir 250 kg en équilibre sur deux roues !

L'accident arrive : un travailleur algérien reçoit la perceuse sur la jambe : elle lui entaille la cuisse un peu au-dessus du genou. Son pantalon est déchiré, le sang pisse partout. Le chef d'équipe, un Polonais, témoigne en faveur du travailleur algérien. Le patron arrive sur les lieux : « Ce n'est rien du tout ». Ce furent ses premières paroles. Mais il appelle tout de même Police-Secours pour faire emmener le travailleur algérien à l'hôpital, car il s'est évanoui.

Le chef d'équipe polonais viendra à l'hôpital avec sa femme pour prendre des nouvelles. Il ne faut pas s'étonner que le patron le licencie deux mois plus tard, au moment où

commençait à s'organiser une grève pour les augmentations de salaire. Il était soupçonné de pousser les gars à la grève. Sans doute lui reprochait-on aussi d'être trop « gentil », trop « près » des ouvriers qu'il devait commander.

Le travailleur algérien reste vingt jours à l'hôpital. A sa sortie, le médecin le déclare « apte » à reprendre son travail. Il a seize agrafes ! Il demande des cannes pour l'aider à marcher, on les lui refuse.

Le lendemain, dès qu'il reprend le travail, la plaie craque, le sang commence à couler. Sur le conseil d'une ouvrière, il va voir un médecin de l'Assistance Publique dans un dispensaire qui, après l'avoir examiné, le déclare « apte » à travailler. Il retourne à l'usine, mais la souffrance l'empêche de travailler, alors il prend son compte.

Le travailleur restera un mois sans travailler, sans salaire évidemment, en attendant que sa plaie guérisse.

Voilà un bel exemple de la « médecine du travail » en régime capitaliste. Ce n'est pas une médecine du travail, mais une médecine de l'EXPLOITATION.

Correspondant H.-R.

MÉTODECOR (TOULOUSE)

LES PATRONS ONT TUÉ UN JEUNE OUVRIER DE 20 ANS

A METODECOR, usine métallurgique de Toulouse, employant quelques centaines d'ouvriers, un de ces derniers « s'est tué » à la suite d'un accident du travail.

Comme toujours dans pareil cas, le patronat bien consciemment n'avait pris aucune mesure de sécurité.

Le tract ci-joint d'ouvriers de Métodécor explique les événements.

A la suite de cela, les ouvriers se sont retrouvés dans leur grande majorité TOUS UNIS, jeunes et vieux, français et immigrés pour ex-

primer une dernière fois leur adieu à leur camarade de travail.

Mais, demain, TOUS UNIS, ce ne sera plus à l'enterrement d'un des leurs qu'ils iront, mais bien à celui du système capitaliste : ils balayeront une fois pour toutes son lot de misère, de vols et de meurtres « légaux » pour imposer la dictature du prolétariat, large démocratie pour le peuple et dictature sur la poignée d'exploiteurs sans vergogne !

Correspondant,
Toulouse.

Lundi 6 mars 1972 : Michel Carrière, 20 ans, tombe dans une cuve de colmatage pleine d'eau brûlante à 90°. Il était en train d'y verser la lessive pour le colmatage des métaux, comme il en avait reçu l'ordre. Il est très grièvement blessé ; brûlé au 3^e degré.

Vendredi 24 mars : Michel Carrière est décédé à 3 heures du matin après trois semaines d'atroces souffrances, à l'hôpital Pellegrin de Bordeaux. Michel était soutien de famille.

POURQUOI EST-IL MORT ?

Parce que rien n'est fait pour la sécurité des ouvriers dans cette usine comme dans beaucoup d'autres.

Dans le cas du travail que faisait Michel, les mélanges des lessives à l'eau des cuves devait se faire à la main. Michel devait monter au bord de la cuve sur une passerelle en tôle lisse et rendu glissante par l'humidité. Cette passerelle, de 30 cm de large, était placée au bord de la cuve. La cuve n'avait pas de gardes-fous. Dans ces conditions il était inévitable qu'un ouvrier glisse et tombe dans la cuve, cela s'était d'ailleurs produit en septembre 71 et l'ouvrier en question avait eu une jambe brûlée. Des ouvriers avaient demandé après ce premier accident qu'on mette des gardes-

fous autour des cuves. Le patron s'y était refusé.

Ces conditions de travail sont les mêmes dans toute l'usine. 10 jours après « l'accident » de Michel, André Contreras est lui aussi victime d'un accident très grave. Dans les ateliers, chaque jour, on risque une main, un bras, une jambe, ou même sa vie à cause du manque de sécurité.

LES PATRONS SONT RESPONSABLES !

La sécurité des ouvriers, cela coûterait trop cher aux patrons de Métodécor. Pour eux, le rendement et l'économie passent avant la vie des ouvriers : il nous faut travailler toujours plus vite, dans des conditions toujours plus dures. Les bénéfices du patron s'en porte mieux.

LES PATRONS DE METODECOR ONT DU SANG SUR LES MAINS !

Leurs profits reposent sur la sueur, le sang des ouvriers, et aujourd'hui, sur la vie d'un jeune de 20 ans.

Le seul geste du patron a été, pour faire bonne figure de donner 300 F lors d'une collecte pour les obsèques. La vie d'un ouvrier ne vaut pas plus de 300 F pour le patron de Métodécor.

Des ouvriers de Métodécor,
Le Secours Rouge.

Écoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris Long. d'onde en m.

6 h
16 h
17 h sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30 sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris Long. d'onde en m.

19 h 30 - 20 h 30 .. sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 .. sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 .. sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 .. sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



La ligne théorique élaborée de 1937 à 1939 par le secrétaire général du P.C.F. (3)

**Le P.C.F.
et la lutte
du peuple algérien
pour son indépendance
nationale**

Une étude de Jacques JURQUET (23)

Mais, il est vrai, Thorez fournit à sa position la justification de la menace du fascisme et du juste principe, pour le mouvement révolutionnaire international, de la prédominance de l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

Nous avons déjà démontré que la ligne de l'Internationale communiste issue de son 7^e Congrès pour s'opposer à la montée du fascisme et à la menace grandissante d'une guerre d'agression contre le premier pays du socialisme, dont étaient solidaires les peuples opprimés et révolutionnaires du monde, ne comportait nullement l'abandon des luttes pour leur indépendance nationale par les peuples des colonies et semi-colonies.

En ce sens, la position de Thorez s'écartait délibérément de la ligne alors suivie, conformément aux décisions de l'Internationale, par certains autres Partis communistes, notamment en Asie.

Mais que représentait concrètement la menace du fascisme pour les peuples des colonies, pour le peuple algérien en particulier ?

Elle représentait essentiellement la possibilité d'un changement de nationalité de l'opresseur impérialiste. Une telle perspective s'était réalisée dans le passé pour certains peuples, du fait des violentes luttes entre impérialistes pour le partage du monde. Après la fin de la première guerre mondiale, par exemple, les peuples jusque-là dominés par les Allemands étaient passés sous la coupe des Français ou des Britanniques. Mais la condition du peuple colonisé ne s'en était pas trouvée

modifiée pour autant. Pour le peuple du Cameroun, par exemple, le colonialisme français remplaçant le colonialisme allemand, n'avait pas changé sa situation fondamentale.

En 1937, le fascisme allemand, italien ou espagnol, se substituant au colonialisme français, aurait-il modifié la position coloniale du peuple algérien ? Dans le cas concret du peuple marocain, pouvait-on assurer que les Rifains dominés par les Espagnols étaient plus, ou moins, opprimés que leurs frères arabes dominés par les Français ?

Du point de vue des peuples des colonies, la subtile nuance implicite par Thorez sur la différence du colonialisme pratiqué par un régime impérialiste de « démocratie bourgeoise » et celui pratiqué par un régime « fasciste » paraît d'une faible portée.

Que pouvaient en penser les intéressés eux-mêmes face à l'exacerbation des luttes et à la répression violente et sanglante dont ils étaient victimes, en 1936 et 1937 précisément ?

Quel adoucissement à leur sort de colonisés apportait le gouvernement de Front Populaire, dont les forces de répression firent un mort et de nombreux blessés à Oran, fin juin 1936, cinq morts et des dizaines de blessés chez les mineurs du Kouif en grève, le 10 mars 1937, dix-sept morts et plus de cent blessés parmi les ouvriers de Metlaoui dans le Sud-Tunisien ? La nature fondamentale du colonialisme changerait-elle en fonction des nationalités différentes des impérialismes ?

L'utilisation fallacieuse de la menace du fascisme

En tout état de cause, dans le cas que concerne notre propos, nous pouvons affirmer que le fascisme, s'il menaçait de l'extérieur l'Algérie et les autres pays colonisés d'Afrique du Nord n'en était pas moins, déjà, une réalité quotidienne à l'intérieur même de ces pays, du fait du comportement des colonialistes français, baptisés d'ailleurs à juste titre par les autochtones « européens ».

Le prétexte invoqué par Thorez pour inviter le peuple algérien à « refuser le divorce », c'est-à-dire à abandonner sa juste lutte pour l'indépendance nationale, n'était donc qu'une duperie et rien d'autre.

Mais Lénine avait stigmatisé par avance une telle attitude. Dans ses Thèses de janvier-février 1916 sur « la révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », il précisa à la fin du point 4, publié sous le titre : « Comment le prolétariat révolutionnaire doit poser le problème du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ? » :

« ... Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre « grande » puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les

social-démocrates à renier leur républicanisme. »

Et dans une note annexe, il affirmait sans ambiguïté :

« Inutile de dire que repousser le droit d'autodétermination pour la raison qu'il en découlerait la nécessité de « défendre la patrie » serait tout à fait ridicule... »

Dans les mêmes Thèses, au point 6, Lénine fournissait des précisions que trahit Thorez dans son innovation théorique de 1937. Distinguant « trois types de pays par rapport au droit des nations à disposer d'elles-mêmes », le dirigeant bolchevique indiquait notamment :

« ... Troisièmement, les pays semi-coloniaux comme la Chine, la Perse, la Turquie, et toutes les colonies totalisent environ 1 000 millions d'habitants. Là, les mouvements démocratiques bourgeois ou bien commencent à peine, ou bien sont loin d'être à leur terme. Les socialistes ne doivent pas seulement revendiquer la libération immédiate, sans condition et sans rachat, des colonies (et cette revendication, dans son expression politique, n'est pas autre chose que la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes) ; les socialistes doivent soutenir de la façon la plus résolue les éléments les plus révolutionnaires des mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale de ces pays et aider à leur insurrection (où, le cas échéant, à leur guerre révolutionnaire) CONTRE les puissances impérialistes qui les oppriment. »

(A suivre.)

PROCÈS D'ANGELA DAVIS :

Un nouveau crime des racistes américains

Après plus de deux ans de détention arbitraire, la jeune révolutionnaire noire comparait devant ses juges — tous blancs, les jurés noirs ayant été systématiquement récusés — dans l'Etat de Californie, l'un des plus racistes des Etats américains.

L'accusation haineuse cherche par tous les moyens à la convaincre de complicité d'assassinat à propos de l'évasion dramatique des militants noirs « les frères de Soledad », pendant laquelle les trois détenus et un juge avaient été abattus au cours d'une fusillade. « Les prisonniers avaient tué le juge avant d'être liquidés », proclame l'accusation. Malheureusement pour les racistes, cette première version des faits vient d'être réduite en poussière par... un témoin à charge, le juge Thomas qui a reconnu être l'auteur du meurtre de Jonathan Jackson et de ses deux camarades, en même temps qu'il affirmait que le juge tué l'avait été par le tir nourri de la police, mitraillant

aveuglément tout ce qui bougeait.

La déposition d'un jeune noir, militant du Mouvement pour les droits civiques et ami d'Angela Davis, risquait de porter un nouveau coup au complot des racistes américains. Aussi n'ont-ils pas hésité à tuer une nouvelle fois : James Carr a été abattu par une volée de balles la veille du jour de sa déposition.

Mais c'est vainement que la bourgeoisie raciste américaine espère étouffer toutes les voix qui la condamnent. Pour un qui tombe, il y en a dix qui se dressent pour l'accuser et lui rappeler que ses jours sont comptés. Elle a beau faire tout pour minimiser ce procès, transformer le tribunal en forteresse, faire donner ses bandes armées, elle n'empêchera pas Angela Davis et, avec elle, les Noirs et les progressistes américains et, à leurs côtés, tous les peuples du monde, d'en faire une tribune politique pour la cause de la révolution.

PETITE BIBLIOTHÈQUE DU MILITANT MARXISTE-LÉNINISTE

En mettant « la politique au poste de commande » et compte tenu de certaines quantités de « bouillons » dont nous avons la disposition, nous avons décidé le lancement d'une campagne intitulée « Petite bibliothèque du militant marxiste-léniniste ».

Cette campagne a pour objet de mettre à la disposition de nos camarades, amis et lecteurs, pour un prix abordable, un certain nombre de livres et brochures marxistes-léninistes.

Voici donc ce que vous pourrez recevoir pour un règlement global de 12 francs, port compris :

- J. STALINE : Les questions du léninisme.
- J. STALINE : Lénine.
- MAO TSE-TOUNG : Citations (Petit Livre Rouge).
- MAO TSE-TOUNG : Sur la guerre populaire.
- MAO TSE-TOUNG : La démocratie nouvelle — Interventions aux causeries sur la littérature et l'art Yénan — De la juste solution des contradictions au sein du peuple — Intervention à la conférence nationale du Parti communiste chinois sur le travail de propagande.
- HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE (Edition de l'H.R.) - Premier et deuxième chapitres.
- CRIMES DE GUERRE AMÉRICAINS (Edité par le Comité d'Etat des Sciences sociales) - Hanoi.
- VIVE L'IMMORTELLE COMMUNE DE PARIS - Discours de Jacques JURQUET au meeting internationaliste d'H.R. du 30 avril 1971.
- REVISIONNISME, GAUCHISME OU MARXISME-LÉNINISME ? Par François MARTY - 1971.
- CINQ BROCHURES éditées par les éditions « Naïm Frashëri » - Tirana - présentant chacune un important article du journal ZERI I POPULLIT.

QUINZE VOLUMES ET BROCHURES POUR 12 FRANCS, voici ce que nous offrons à tous nos amis qui nous en adresseront la demande avec un règlement comptant soit en timbres-poste, soit par versement à notre compte courant postal, soit par tout autre moyen à leur convenance.

VIETNAM :

La route de la victoire totale

Nous avons tous les yeux fixés sur le Vietnam. Et chaque jour, chaque heure même augmente notre émerveillement. Une fois encore le peuple vietnamien se dresse, indomptable.

Quelques heures de combats ont suffi pour balayer totalement l'odieuse farce de la « vietnamisation ». Nixon compte ses avions, 700 chasseurs-bombardiers, une centaine de super-bombardiers B 52... Les combattants, eux, démantèlent complètement le dispositif des bases U.S. au sud de la « zone démilitarisée »... Et les noms de Con Thieu, Khe Sanh, Camp Carroll chantent aujourd'hui un air de victoire ! Nixon évoque les qualités de l'armée fantoche, 1 million d'hommes équipés, entraînés par le Pentagone. Et les régiments « super-cracs » fantoches fusilliers marins ou blindés sont anéantis, en un tour de main ! Thieu affirme : « la retraite s'effectue sans panique »... Pourtant, le commandant d'une base se suicide et ses hommes rejoignent les F.A.P.L. !

Chaque jour, des nouveaux fronts s'ouvrent. Déjà, celui du Nord-Quantri et Thua Thieu. Puis celui des Hauts-Plateaux. L'offensive s'accélère : aujourd'hui, au N.-O. de Saïgon, demain le delta du Mékong. Et les noms des villes sont autant de victoires, Loc Ninh ! Bientôt Hué ou Da Nang.

Le peuple du Vietnam se dresse, infatigable et intrépide. Tout tendu vers la victoire. Il faut « abattre plus d'avions, capturer plus de pilotes, couler plus de bateaux de guerre américains » ; il faut « assurer dans n'importe quelles circonstances les transports et les communications vers les premières lignes pour vaincre ». Telles sont les directives de l'état-major populaire. Chaque combattant, chaque vietnamien, chaque vietnamienne du Nord comme du Sud y a fait siennes. Fidèles à l'enseignement sacré du président Ho Chi Minh :

« Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté ».



Les ouvrières d'une usine textile à Hanoï s'entraînent pour abattre les avions U.S.

LES AGRESSEURS US : PIRE QUE LES NAZIS

Le peuple vietnamien vaincra ! Pour nous, c'est une certitude ; depuis longtemps ! Peu à peu, cette certitude a fait le tour du monde. Mais une telle certitude ne doit pas signifier attente passive. En aucun cas !

Aujourd'hui, certains considèrent les derniers assauts des patriotes vietnamiens comme une simple formalité, comme une partie à jouer à La presse occidentale, elle, parle — encore ! et sans y croire ! — « d'invasion du Nord » ! Par conséquent, les B 52 multiplient les bombardements. Quoi de plus normal ! On joue le jeu, quoi !

Il nous faut combattre sans merci de telles attitudes ! Elles visent à isoler le peuple vietnamien dans les moments décisifs : « Les jeux sont faits, inutile de bouger ! » Rien n'est fait tant qu'un seul soldat yankee foulera le sol vietnamien ! Et il faut prendre le parti des agresseurs pour observer dans le formidable affrontement d'un peuple et de la première puissance impérialiste du monde, rien d'autre qu'une partie de cartes !

Le G.R.P. de la République du Sud-Vietnam vient de publier un *Livre Blanc* sur la vietnamisation de la guerre : « La vérité sur la politique de vietnamisation de la guerre américaine. » Il y a là de quoi faire réfléchir les « observateurs » et les « indifférents », tous ceux qui croient que la guerre n'est qu'un jeu entre deux camps ! Le *Livre Blanc* ? « C'est, dit l'administration chiffres ; et derrière eux, se dresse l'image des agresseurs U.S., tortionnaires sans pitié, PIRE QUE LES NAZIS !... »

Qu'est-ce que la « pacification » made in U.S.A. (chapitre II du *Livre Blanc*) ? C'est, dit l'administration Nixon, le dernier combat dont le vainqueur gagnera la guerre. » Et d'en faire, en 1969, 80 % des activités des forces fantoches, 50 % des activités des GI's !

La pacification, c'est l'exode forcé de millions d'hommes, c'est le regroupement dans les camps, c'est la torture et la mort.

L'EXODE FORCE

Pacification est synonyme de « soumission à la volonté américaine. » Pour soumettre, il faut déraciner les paysans, rompre leurs attaches avec les Forces Patriotiques. La méthode est simple : bombardements de B 52 pour détruire les villages, épandage de produits chimiques pour condamner le sol.

Puis :

« L'ennemi a utilisé des tanks, des blindés et des bulldozers lourds de 20 tonnes pour niveler les villages. Les lance-flammes et le feu servent à incendier les pailotes, les mines à faire sauter les maisons en dur et les abris en maçonnerie, les hameaux sont rasés un à un. »

(Livre Blanc, ch. II.)

L'armée fantoche et les « pacificateurs » formés par la C.I.A. se chargent du reste : DES DIZAINES ET DES DIZAINES DE SONG-MY... En 1969, à Bac dang An : 300 fusillés, 1 200 noyés en mer ! Au hameau Phuoc Hoa, à Thang Binh, Que Son, Duy Xuyên, à Cà Mau, en mars 1970... encore des viols, des tortures, des massacres !

« D'après des données encore incomplètes, au bout de trois années de pacification au Sud-Vietnam, plus de 3 000 villages et hameaux, soit 26 % du total des villages et hameaux du Sud-Vietnam, ont subi de lourds ravages ! »

(Livre Blanc, ch. II.)

A l'heure actuelle, l'administration Nixon a mis au point un plan de déportation massive des populations de Trung Bo vers le sud du pays. Des centaines de milliers de personnes doivent être déplacées pour faire du nord du Sud-Vietnam « un champ de tir libre » !

CAMPS DE CONCENTRATION

La population est regroupée dans de véritables camps de concentration. Il suffit de citer un journal de Saïgon :

« Binh An, c'est une porte condamnée. Dans une misère noire, ses habitants sont chaque jour menacés de mort. Mort par des mines piégées par les soldats américains et sud-coréens, mort par l'artillerie navale, par les bombes larguées des avions, par les balles tirées du pôle de Binh An... »

(Livre Blanc, ch. II.)

Dans les camps de regroupement baptisés « zones de peuplement », « hameaux stratégiques », c'est la terreur et l'insécurité permanentes. Manque d'hygiène et de médicaments, faim tenace y sont organisés systématiquement. C'est l'extermination lente du peuple vietnamien qu'y prépare l'administration Nixon !

Pour ceux qui réussissent à éviter les camps de regroupement et qui gagnent les banlieues des villes, il y a bien d'autres pièges ; là encore, le chômage, la misère, l'entassement dans les logements insalubres. Mais aussi :

« L'introduction de la culture dépravée importée, avec le mode de vie « accéléré » où chacun fonce tête baissée vers les plaisirs physiques et grossiers et les dollars, avec le développement des tares sociales comme la spéculation, le marché noir, le vagabondage, le vol, la débauche, la prostitution, l'abus de stupéfiants et de l'opium... »

(Livre Blanc, ch. II.)

Il faut faire des jeunes « des déracinés », dépourvus d'esprit patriotique pour mieux les asservir !

La machine répressive est gigantesque. Les cadres « pacificateurs » de l'opération « Phénix » formés par la C.I.A. américaine sont particulièrement cruels...

« Deux ex-lieutenants américains qui avaient participé aux opérations Phénix, Francis T. Reitmeyer et J. Cohn ont dénoncé qu'ils avaient reçu l'ordre d'abattre 50 Vietcongs en un mois (Newsweek, 12 janvier 1970)... Du début de 1968 à mai 1971, 66 982 personnes ont été arrêtées et 20 857 autres tuées (Rapport de la sous-commission internationale du Congrès U.S., juin 1971)... »

(Livre Blanc.)

LA TORTURE ET LA MORT

Actuellement, plus de 300 000 patriotes vietnamiens sont voués à la mort dans les prisons et les bagnes du Sud-Vietnam. Là encore, citons le *Livre Blanc* :

« Les personnes arrêtées sont soumises aux passages à tabac et aux tortures les plus barbares. Les méthodes de tortures sont souvent « perfectionnées » en vue d'engendrer le maximum de souffrances ou des infirmités permanentes. Citons : tiges de fer ou de bois, des clous enfoncés dans la main, au pied, au

genou, de la chaux en poudre et des produits toxiques saupoudrés ou insufflés sur le corps... Chaque année, des cours fonctionnant en permanence enseignent à plus de 40 000 policiers fantoches les méthodes de répression, de terrorisme, de tortures les plus sauvages... (..)

« (...) Les femmes subissent les mêmes tortures appliquées aux hommes. Par surcroît, d'autres tortures, d'une extrême cruauté : mutilations des seins, bâtons ou tessons de bouteille enfoncés dans le vagin puis tournoyés pour faire saigner... leur sont fréquemment infligées. »

Tous les moyens sont bons pour tenter d'avilir les détenus, et d'affaiblir leur volonté combative.

Nous pourrions citer encore bien d'autres tortures, rappeler l'enfer des cages à tigres de Poulo Condor, accumuler les exemples insupportables de cruauté yankee.

Il y a quelques jours, Agnew, crétin et encore plus odieux a déclaré :

« L'engagement américain au Vietnam passera sans doute devant l'histoire comme une action extrêmement méritante et morale, peut-être comme l'acte le plus moral jamais accompli par les Etats-Unis. »

Et, à l'heure où le peuple vietnamien monte à l'assaut des agresseurs et des fantoches, la vérité de la guerre nous saisit. Il n'y a pas la de « jeu » ! D'un côté, l'hypocrisie, la barbarie odieuse des forces réactionnaires condamnées. De l'autre, le combat implacable des forces révolutionnaires, des forces montantes qui nous montrent la voie de l'avenir : éliminer par les armes le monde pourri où règnent l'argent, les camps, la torture et la mort !

Camille GRANOT.

A l'occasion du 2^e Anniversaire de la
Conférence au Sommet des Peuples Indochinois
Le Comité du F.U.N.K. de Paris
L'Union des Etudiants Lao en France
L'Union des Vietnamiens en France
ont l'honneur de vous inviter au

GRAND MEETING DE SOLIDARITE
CAMBODGE - LAOS - VIET NAM

qui aura lieu le samedi 22 avril 1972, à 20 h 30 précises, au Palais de la Mutualité (salle A), 24 rue Saint-Victor, Paris-5^e — Métro Bus : Maubert-Mutualité.

avec la participation de :

M. Chau Seng, Ministre chargé de Missions spéciales du G.R.U.N.C., Membre du Bureau politique du F.U.N.K.
M. Salgnavong Souvannarath, Président de l'Union des Etudiants Lao en France.
Mme Nguyen Thi Binh, Ministre des Affaires Etrangères, Chef de la Délégation du G.R.P. de la R.S.V.N. à la Conférence de Paris sur le Viet Nam.
M. Xuan Thuy, Ministre d'Etat, Chef de la Délégation du Gouvernement de la R.D.V. à la Conférence de Paris sur le Viet Nam.

PROGRAMME ARTISTIQUE :

CHANTS ET DANSES POPULAIRES DU CAMBODGE, DU LAOS ET DU VIET NAM